

Commission européenne-NVA : même combat

Le mardi 7 juin, la Commission européenne, présidée par le triste sire Baroso, a remis un rapport consacré à la Belgique. Epinglons deux de ses recommandations : « prendre des mesures pour assurer la stabilité à long terme des finances publiques, en se concentrant particulièrement sur des mesures pour décourager les départs anticipés » ; « réformer le système de négociation salariale (...), afin que la croissance salariale reflète davantage la compétitivité et les développements de la productivité du travail ».

Bref, si l'on traduit la langue de bois des eurocrates de Bruxelles en langage courant, cela donne : la Commission veut une réforme de l'indexation des salaires et un allongement de l'âge de la retraite. Rien de moins !

Ces « recommandations » tombent en un moment précis. Elles visent à opérer une pression maximale sur les « partenaires » que Di Rupo tente péniblement de réunir autour d'une même table. Le formateur lui-même ne sait trop qu'en penser sachant que toucher à l'index ou à l'âge de la retraite lui serait fatal.

La droite flamande, la NVA notamment, mais aussi le VLD de De Croo, avait d'ailleurs, comme à l'ordinaire, anticipé les « recommandations » européennes. Bart De Wever n'en finit plus de vanter le modèle allemand et ses réformes « dures », mais qui portent « leurs fruits ». Et d'exiger pêle-mêle la limitation des allocations de chômage dans le temps (deux ans maximum pour De Croo), la baisse des charges patronales et la réduction du déficit public en sabrant dans les dépenses de l'Etat. (Lesquelles ? On vous laisse deviner !). Evidemment, pas question d'accroître l'impôt, sur les sociétés par exemple !

Cette conjonction d'objectifs entre la Commission et de la droite flamande radicale ne relève pas du hasard. Dans les deux cas, c'est la même politique néo-libérale qui est défendue. C'est elle aussi que la Commission impose, mais en plus dur, en plus offensif encore, à des Etats tels que l'Irlande, le Portugal ou la Grèce, en proie aux problèmes liés à leur « dette publique souveraine ». Là-bas, c'est un bain de sang ; ici, une saignée, que programme la Commission européenne.

La morale de cette histoire est double : 1. Toute politique alternative ne peut que passer outre les diktats imposés par le Traité de Lisbonne ; 2. Les travailleurs, plus généralement, les populations wallonne et bruxelloise, n'ont rien à attendre de bon d'un Etat aujourd'hui dominé par la droite radicale flamande.